



Rapport  
d'activité  
2011



# SOMMAIRE



LE MOT DE LA PRÉSIDENTE .....	P. 5
2011... EN RÉSUMÉ ET EN QUELQUES CHIFFRES .....	P. 8
NOS OBJECTIFS POUR 2012 .....	P. 9
LES DIFFÉRENTS TEMPS DE RENCONTRE ORGANISÉS PAR LE CDSE .....	P. 10
CALENDRIERS DES DIFFÉRENTS ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE 2011 .....	P. 12
ÉTUDES .....	P. 14
CONVENTIONS SIGNÉES .....	P. 15
ENGAGEMENT AUPRÈS DES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS .....	P. 16
LE LIVRE BLANC DE LA FONCTION SÛRETÉ .....	P. 18





SÉCURITÉ & STRATÉGIE .....	P. 18
LES COMMISSIONS .....	P. 20
VEILLE/ALERTE .....	P. 26
LE JOURNAL DES DSE .....	P. 26
COORDINATION EN MATIÈRE DE GESTION DE CRISE .....	P. 26
INTERNET .....	P. 27
RÉSEAU .....	P. 27
LES FAITS MARQUANTS EN 2011 .....	P. 28
EN PRÉVISION POUR 2012... ..	P. 30



sûreté

légitimité

sécurité

protection

idées

soutien

# LE MOT

## DE LA PRÉSIDENTENCE

Chers Collègues,

La présentation du rapport annuel de notre association est toujours un exercice délicat en ce qu'il suppose à la fois de se retourner quelques instants sur le chemin déjà parcouru mais aussi de dessiner les perspectives de nos actions à venir tout en évitant de disperser nos forces sur des objectifs improbables parce que mal définis.

En 2011, le changement de Président du CDSE avec l'élection en Assemblée Générale d'Alain JUILLET aura ainsi marqué une étape importante dans la vie du Club en lui donnant un second souffle et de nouvelles orientations. De même, en 2012, l'arrivée de nouveaux administrateurs devrait contribuer à la bonne gouvernance de notre association et au renforcement de son caractère professionnel.

**Le Club n'a plus besoin désormais de faire preuve de sa légitimité à l'égard de la puissance publique dont nous sommes devenus les interlocuteurs privilégiés pour toute question relative à la sécurité et à la sûreté.** Cette position n'est cependant pas acquise de façon définitive.

Elle suppose une remise en cause permanente de notre organisation, au travers du laboratoire d'idées et de la force de propositions que nous sommes.

**C'est cette explosion d'idées neuves qu'il faut favoriser au travers d'initiatives prises au sein des différentes commissions sous le contrôle du Conseil d'Administration ou encore auprès des juniors puisque l'innovation serait toujours l'apanage traditionnel de la jeunesse.**

C'est encore par notre soutien indéfectible à des projets gouvernementaux ou parlementaires que le CDSE confortera sa légitimité soit par exemple dans le domaine de la « protection du secret des affaires » qui est la



**Régis Poincelet**  
Vice-président du CDSE

condition première et indispensable de toute politique d'entreprise dans le domaine de l'intelligence économique.

En ces temps difficiles et dans un autre domaine, les directeurs sûreté des entreprises doivent s'adapter à de nouvelles contraintes notamment budgétaires et inventer des modèles de management plus souples et plus performants.

Cette prise de conscience est bien réelle auprès de nos membres. Il n'est pas étonnant dans ces conditions, que notre dernière rencontre sur le thème des nouveaux modes d'organisation des Directions sûreté ait rencontré un énorme succès et cela tant en interne que chez les personnalités

que nous avons invitées à cette occasion.

Petit à petit, l'idée que nous avons commencé à développer dans ces mêmes colonnes il y a trois ans maintenant commence à prendre corps.

**Les directeurs sûreté seront légitimes dans un monde concurrentiel par la démonstration de leur propre compétence mais aussi et surtout parce qu'ils seront orientés vers le monde des affaires dont ils doivent être considérés comme l'une des clés de la réussite.**

Cela implique un changement radical des mentalités, nous ne sommes plus ici dans le simple respect du règlement et de la « compliance » mais surtout dans



## Alain Juillet

Président du CDSE, nommé fin 2011  
au Collège du Conseil National  
des Activités Privées de Sécurité

l'imagination, la prise de risque et  
la force de conviction.

### **Vaste programme...**

Alain JUILLET, Président  
Régis POINCELET, Vice-président



# 2011...

## EN RÉSUMÉ

### ET EN QUELQUES CHIFFRES

**1 000** lecteurs à chaque numéro de la revue « Sécurité & Stratégie » réalisée en partenariat avec la Documentation française, avec désormais **4** numéros par an.

**39** numéros du journal des DSE, newsletter mensuelle du CDSE. Lu par plus de **2 000** personnes chaque mois, cette newsletter existe depuis **2008**.

**5 000** personnes ont consulté le Livre Blanc de la fonction sûreté dans l'entreprise.

Le **3<sup>e</sup>** colloque européen des directeurs de sécurité d'entreprise a eu lieu à l'OCDE (**455** personnes présentes).

**10** commissions dont **2** nouvelles : la commission éthique et la commission sécurité numérique.

Plus de **20** séminaires internes ont été organisés autour de sujets aussi divers que les pratiques de l'intelligence économique, les nouvelles organisations des directions sûreté en entreprise, les dernières évolutions législatives en matière de cybercriminalité.

**2** conventions ont été signées dans une perspective de développement des formations en matière de sécurité et de sûreté :

- avec l'INHESJ (Institut National des Hautes Études de Sécurité et Justice) le CDSE a créé un certificat intitulé « security manager » ;
- avec l'ENSP (École Nationale Supérieure de Police) donnant lieu à la formation nationale des responsables de sécurité et leurs collaborateurs.

Le CDSE a également participé à la réalisation de la loi relative au secret des affaires, a été entendu dans le cadre des réflexions menées par le SGDSN sur les ZRR et les Sociétés Militaires Privées ou encore à collaborer à la réflexion d'un portail Internet de la préfecture de police de Paris destiné aux entreprises.

Enfin, le CDSE a été moteur dans le domaine de la coordination de gestion de crise au moment des crises relatives au Printemps arabe et de Fukushima (de nombreuses audioconférences et de réunions ont été organisées entre les pouvoirs publics et les entreprises).



# NOS OBJECTIFS POUR 2012



## DÉVELOPPER NOTRE ORGANISATION EN RÉSEAU

Le CDSE est une association d'entreprises dont les échanges entre entreprises autour des questions de sécurité sont le fondement. L'échange avec d'autres partenaires (pouvoirs publics, associations, prestataires...) est naturellement au cœur de la logique de développement du CDSE. À l'avenir, l'ouverture aux contacts européens permettra de poursuivre cet enrichissement de nos différentes réflexions.

## FAIRE DE LA SÉCURITÉ UNE FONCTION STRATÉGIQUE DE L'ENTREPRISE

La sécurité ne peut plus être considérée comme une fonction support, mais doit être comprise comme une fonction exécutive. La sécurité participe à la compétitivité et au développement des entreprises. Elle impose au CDSE de développer le dialogue entre les fonctions sécurité de l'entreprise et le comité exécutif de ces mêmes entreprises.

## DIFFUSER LA CULTURE SÉCURITÉ

Sensibiliser, former, informer pour diffuser les enjeux de la fonction sécurité. Autour de séminaires, conférences, modules de sensibilisation, le CDSE a pour objet de mieux faire appréhender par le plus grand nombre les problématiques de sécurité.

# TEMPS DE RENCONTRE

## SÉMINAIRES FERMÉS MENSUELS

**Des séminaires fermés mensuels.** Ces séminaires sont l'occasion d'avoir un éclairage extérieur sur un thème particulier (les PCA, le management de la sécurité, les normes, le confidentiel entreprise...) ou de permettre aux membres et aux membres associés (ministère de l'Intérieur, ministère des Affaires étrangères, ministère de l'Économie, SGDSN...) de réaliser une présentation sur un sujet de leur choix. Ces séminaires ont pour vocation à la fois de permettre l'échange entre membres, mais également de réaliser de la veille. 16 séminaires se sont tenus au cours de l'année 2011.

## SÉMINAIRE ANNUEL

**Un séminaire annuel d'une journée ou deux** où les membres sont amenés à échanger et à produire de la réflexion autour de la fonction de directeur sécurité ou d'une problématique liée au métier. En 2011, ce séminaire a eu lieu au château des Maffliers le 11 et 12 octobre

## MATINÉE SÉMINAIRE

**Une matinée séminaire de sensibilisation accessible à un public restreint.** Ce rendez-vous a eu lieu au siège d'Air Liquide sur le thème de « l'évolution du profil et des trajectoires des directeurs de sécurité ».

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

**Une Assemblée Générale** qui se veut à la fois un temps d'échanges autour de l'évolution du CDSE, mais également d'informations et de rencontres avec nos partenaires. À cet égard, Olivier Buquen, Délégué interministériel à l'intelligence économique, a présenté les grandes réformes en matière de secret des affaires en France. De même, la DCRI a présenté un état de la menace pesant sur les entreprises françaises.

# ORGANISÉS PAR LE CDSE



## COLLOQUE ANNUEL

### Un colloque annuel.

Le CDSE organise un colloque annuel qui permet aux entreprises membres, aux institutionnels et aux prestataires de se retrouver autour d'une problématique relative à la sécurité d'entreprise. Cette année, le colloque a porté sur le thème : les entreprises face aux désordres mondiaux. Il s'est déroulé le 1<sup>er</sup> décembre à l'OCDE. Environ 500 personnes ont participé.

## COMMISSIONS

### Des commissions.

Elles ont pour objet de produire des outils pour les directeurs de sécurité. Cette année, les membres se sont réunis au sein de 8 commissions : protection des installations, protection de l'information, sûreté internationale (commission mixte avec le Cindex), plan de continuité d'activité, gestion de crise, intelligence économique, entreprises de sécurité privée, fraude. Deux nouvelles commissions ont également été mises en place : éthique et sûreté numérique.

## JOURNÉES PARTENARIALES

### Des journées avec les partenaires institutionnels.

Une journée d'échanges a été organisée à la préfecture de police de Paris. Au cours de cette journée, ont été présentés les différents services de la PP utiles aux entreprises. De même, le CDSE et la PP ont élaboré des pistes de partenariat qui devraient déboucher sur la création d'un portail Internet à destination des entreprises.



# CALENDRIER

DATE	THÈME	CONFÉRENCIERS	NATURE DU SÉMINAIRE
11 janvier	Le rôle du CIL, de la CNIL et du directeur sécurité	Bruno Rasle, délégué général de l'AFCDP	Séminaire fermé
26 janvier	Présentation de l'enquête relative à l'identité des directeurs sécurité	Frédéric Ocqueteau, directeur de recherche au CNRS	Séminaire fermé
8 février	Les mutations de la sécurité privée	Jean-Louis Blanchou délégué interministériel à la sécurité privée	Séminaire fermé
4 mars	Les dernières évolutions législatives en matière de lutte contre la cybercriminalité	Myriam Quémener, magistrat	Séminaire fermé
21 mars	La situation de la centrale de Fukushima	Présentation de l'IRSN et du CDC du ministère des Affaires étrangères	Séminaire fermé
1 <sup>er</sup> avril	La certification OEA (Opérateur Économique Agréé) et les implications pour les directions sûreté	Georges Cantone, responsable de la cellule OEA au ministère de l'Économie et Étienne Cartou, chef de la section procédures de dédouanement et OEA	Séminaire fermé
28 avril	Profils et trajectoire des directeurs de sécurité	Pascal Crépin, directeur sûreté du groupe Air Liquide, Éric Delbecque, responsable du pôle sécurité économique de l'INHESJ et Frédéric Ocqueteau	Séminaire fermé
11 mai	L'informatique de production, talon d'Achille des entreprises	Philippe Davadie, ministère de l'Intérieur et José-Patrick Boé, responsable de la sûreté de l'information du Groupe Michelin	Séminaire fermé
17 mai	La notion « confidentiel entreprise »	Olivier Buquen, délégué interministériel à l'intelligence économique	Assemblée Générale

# DES ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE 2011

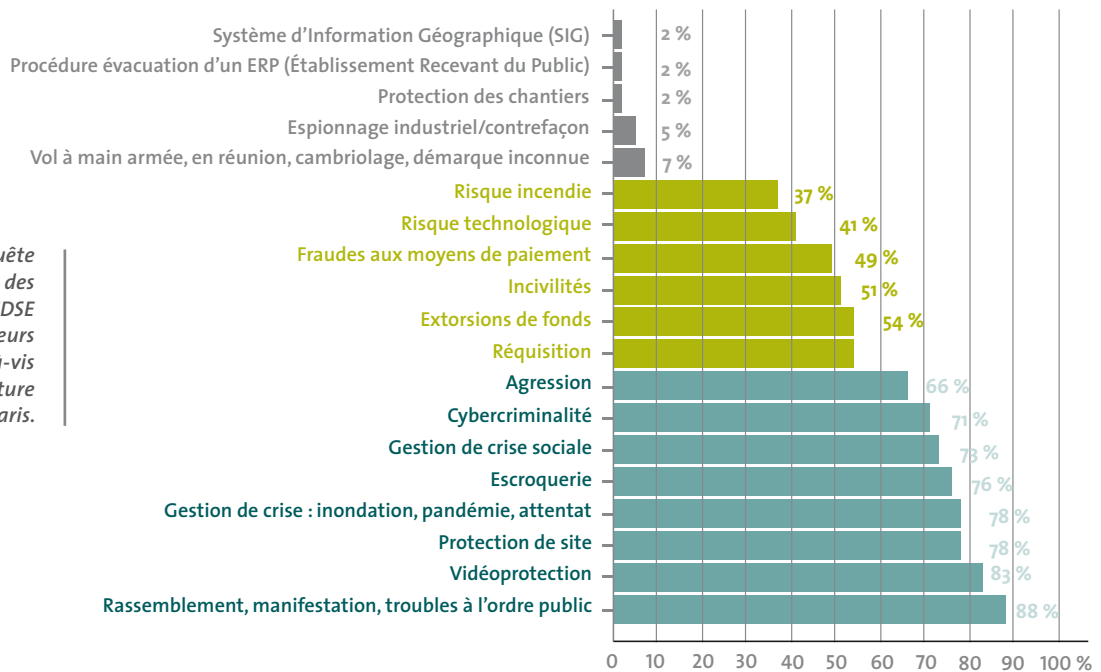
DATE	THÈME	CONFÉRENCIERS	NATURE DU SÉMINAIRE
26 mai	Les Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan (ESCC), leurs formations et les collaborations avec les entreprises	Général de division Éric Bonnemaïson, et directeur des écoles	Séminaire fermé
28 juin	Réunion entre la préfecture de police de Paris et les directeurs de sécurité	Michel Gaudin, préfet de police, Martine Monteil, préfet, secrétaire général de la Zone de Défense et de Sécurité de Paris, etc.	Matinée
22 sept.	Sensibilisation relative à la menace terroriste	Présentation réalisée par la DCRI et l'UCLAT	Séminaire fermé
11 oct.	Géopolitique du Moyen-Orient	Renaud Girard, grand reporter au Figaro	Séminaire annuel
21 oct.	L'espionnage économique : quel(s) recours judiciaire(s) en cas d'atteinte au patrimoine informationnel (ou aux secrets d'affaires) ?	Olivier de Maison Rouge, avocat	Séminaire fermé
1 <sup>er</sup> déc.	Les entreprises face aux désordres mondiaux	Pascal Boniface (directeur de l'IRIS) Gérard Mestrallet (PDG de GDF SUEZ), Jean-Hervé Lorenzi (professeur à l'Université Paris Dauphine), etc.	Colloque annuel
16 déc.	La sensibilisation à la protection de l'information : un enjeu stratégique pour l'entreprise	Bernard Frahi, Vice-président, directeur de la sûreté, de la sécurité économique et patrimoniale	Séminaire fermé

# ÉTUDES

Le CDSE réalise un certain nombre d'études afin de mieux faire connaître la problématique relative à la sécurité d'entreprise, pour identifier les évolutions en cours et en informer les adhérents de l'association. Ces études sont généralement réalisées auprès des directeurs sécurité d'entreprises membres et non membres.

- **Enquête sociologique sur le profil et trajectoire des directeurs sécurité/sûreté.**
- **Bilan de situation suite à la crise de Fukushima.**
- **Enquête relative à la situation égyptienne.**
- **Enquête relative à la situation dans la région sahélienne.**
- **Enquête relative aux interactions entre les directions sûreté et la préfecture de police.**

*Extrait de l'enquête réalisée auprès des membres du CDSE concernant leurs attentes vis-à-vis de la Préfecture de Police de Paris.*





# CONVENTIONS

## SIGNÉES

### CONVENTION SIGNÉE AVEC L'INSTITUT NATIONAL DES HAUTES ÉTUDES DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET DE LA JUSTICE (INHESJ)

**Objet :** mise en place d'une première formation nationale pour les security managers en France. Ce cycle d'expertise se veut pragmatique, opérationnel, compatible avec l'activité professionnelle (2 séminaires de 3 jours de formation en mars et 2 jours en mai) et avec une approche globale et internationale des questions de sécurité/sûreté. Le programme se fixe pour objectifs d'apporter des compétences complémentaires dans les domaines technique, juridique et sociologique aux cadres intermédiaires, confirmés ou débutants, d'une direction sécurité/sûreté ou aux professionnels d'autres secteurs (qu'ils soient issus de la sphère publique ou privée) qui souhaitent intégrer cette fonction métier en entreprise.

### CONVENTION SIGNÉE AVEC L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE LA POLICE (ENSP)

**Objet :** l'analyse de l'environnement global de l'activité des entreprises démontre que la sécurité, la sûreté, la gestion des risques et des crises constituent une préoccupation majeure des entreprises. Le CDSE et l'ENSP ont convenu de mutualiser leurs expériences afin de développer des actions de formation dans le domaine de la sécurité/sûreté, le management des risques et des crises, et de favoriser les échanges entre les responsables sûreté/sécurité des entreprises et les commissaires de police. Cette formation se veut plus opérationnelle et « terrain » que la première formation. Il s'agira de présenter comment on réalise une investigation ou comment on peut travailler efficacement avec les services de police et de gendarmerie.

### CONVENTION SIGNÉE AVEC L'ASIS

**Objet :** afin d'assurer une plus grande visibilité à l'international, l'ASIS et le CDSE ont signé une convention. Dans ce cadre, des membres de l'ASIS sont associés à des événements ouverts organisés par le CDSE, tels que le colloque. Parallèlement, le CDSE est convié à participer aux événements de l'ASIS. Ainsi, Alain Juillet, Président du CDSE, est intervenu lors de l'événement de l'Asis intitulé « the 11<sup>th</sup> European Security Conférence » à Londres début 2012.

# ENGAGEMENT

## AUPRÈS DES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS

**L'année 2011 a été une année riche en termes d'échanges et d'interactions entre les partenaires institutionnels et le CDSE. Le CDSE a ainsi été moteur dans différents projets institutionnels.**


Pour permettre aux entreprises de mieux protéger leurs informations stratégiques, le Gouvernement, le député Bernard CARAYON et les entreprises représentées par le MEDEF, la CGPME, l'ACFCI, l'AFEP et le CDSE ont travaillé de concert pour proposer une loi visant à sanctionner la violation du secret des affaires des entreprises. Le texte vise à mettre à la disposition des entreprises françaises un corpus de règles susceptibles d'empêcher que, par des moyens indus, leurs concurrents n'entrent en possession de données financières, commerciales,

scientifiques ou techniques relevant du « secret des affaires », en sanctionnant pénalement les ruptures de confidentialité matériellement constatées. Votée à l'unanimité des suffrages exprimés à l'Assemblée nationale en première lecture le 23 janvier 2012, la proposition de loi ne pourra, bien entendu, être applicable qu'à l'achèvement du processus parlementaire et la publication au Journal Officiel du décret d'application. Il semble néanmoins d'ores et déjà possible et même indispensable que les entreprises améliorent la protection de leurs informations stratégiques.

La LOPPSI 2 du 14 mars 2011, votée le 8 février et promulguée le 15 mars par sa publication au JO, a pris en compte la nécessité d'assainir le secteur de la sécurité privée, afin de

favoriser l'émergence d'entreprises saines, performantes et compétitives. Elle a ainsi institué le Conseil National des Activités Privées de Sécurité, avec une triple mission : délivrer les agréments, autorisations et numéros de cartes professionnelles aux entreprises, dirigeants/associés/gérants et salariés ; contrôler l'application des lois et règlements en vigueur sur la sécurité privée ainsi que du code de déontologie en cours de rédaction par la profession, et prendre des mesures disciplinaires le cas échéant ; conseiller, sur demande, tous les professionnels de la sécurité privée. En tant que personne qualifiée, le Président du CDSE, Alain Juillet, participera au collège du CNAPS, organe de décision de la structure. Par ailleurs, le CDSE participe aux différentes commissions du CNAPS et a déjà formulé un certain





nombre de propositions de collaboration entre donneurs d'ordres et cette organisation.

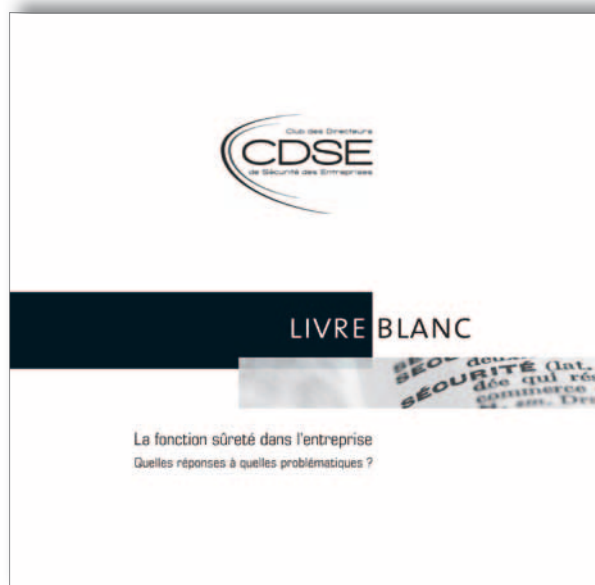
Le CDSE a participé aux travaux menés par le SGDSN relatifs au nouveau dispositif de Protection du Potentiel Scientifique et Technique de la Nation (décret n° 2011-1425 du 2 novembre 2011). Ce décret vise à moderniser les outils de protection du potentiel scientifique et technique de la Nation. Il est pris en application de l'article 413-7 du code pénal et institue une catégorie particulière de zones protégées, les zones à régime restrictif. Il définit les modalités de concertation entre les chefs de services, établissements ou entreprises et les pouvoirs publics.

La question des Sociétés Militaires Privées a été un sujet de préoccupation à la fois du SGDSN et de l'Assemblée Nationale. Les parlementaires Christian Ménard et Jean-Claude Viollet ont rédigé un rapport d'information (rapport d'information n°4350 du 14 février 2012) auquel le CDSE a été associé. Constatant que des réticences ont longtemps entravé la tenue d'un réel débat politique sur cette question, les rapporteurs ont souhaité engager une réflexion aussi dépassionnée et pragmatique que possible sur la position à tenir par la France quant à la structuration et au développement de ce secteur d'activités au niveau national.



# LE LIVRE BLANC DE LA FONCTION SÛRETÉ

**Le premier Livre Blanc de la fonction sûreté dans l'entreprise a vu le jour en décembre 2011 lors du colloque annuel du CDSE.** Sa traduction en anglais est dorénavant disponible sur le site du CDSE. En date du 1<sup>er</sup> mai 2012, plus de 2500 personnes l'ont téléchargé sur le site et 2 500 exemplaires ont été distribués dans les entreprises membres ou auprès des partenaires du CDSE ! Fruit d'une concertation d'un an avec l'ensemble des directeurs de sécurité/sûreté de l'association, il a donné lieu à la rédaction de 19 chapitres portant sur des thèmes aussi variés que l'intelligence économique, la gestion de crise, l'organisation d'une direction sécurité.





# SÉCURITÉ & STRATÉGIE

Au cœur des problématiques de sécurité d'entreprise et de la gestion des risques, Sécurité & Stratégie est une revue qui apporte une approche transversale et comparative d'études universitaires et d'expériences de professionnels. Chaque trimestre, la revue offre un **dossier thématique** (fuite d'information, réputation, sécurité à l'international...) et des **rubriques d'actualité** (réglementation, comptes-rendus de conférences...). Le comité d'orientation est composé de 35 experts (universitaires, directeurs des risques, institutionnels...). Les dossiers de la revue de 2011 ont été : la protection des installations vitales (janvier 2011), l'entreprise face aux fuites de données (mars 2011), le droit à l'image des entreprises : le défendre et le mériter (septembre 2011), la sécurité à l'international (décembre 2011).

La presse ou les revues spécialisées nous ont identifiés : Les échos, Le figaro, Le monde, Problèmes économiques...



# LES COMMISSIONS

## COMMISSION SÛRETÉ INTERNATIONALE

La Commission Sûreté Internationale a été mise en place dès 2004, elle est conjointe Cindex - CDSE depuis 2009. Le nombre de participants croît chaque année pour atteindre 51 entreprises en 2011.

La CSI se réunit sur une base trimestrielle soit 4 réunions de 3 heures environ au cours desquelles nous passons systématiquement en revue le tableau des Risques Pays. Ce tableau présente « pays par pays » le niveau de risque (notation réalisée par les membres eux mêmes). Les échanges sur le forum sont nombreux et fortement appréciés par les membres car « **pratiques et en temps réel** ».

À chaque réunion, des présentations thématiques sont proposées en concertation avec les membres adhérents pour coller au plus près de leurs attentes et de leurs demandes.

En fonction de l'actualité, des interventions ad hoc sont organisées pour permettre l'échange au sein de la CSI.

La Commission Sûreté Internationale bénéficie également d'un partenariat avec le MAEE.

## COMMISSION GESTION DE CRISE

- 40 entreprises sont inscrites à la commission.
- 9 réunions se sont tenues au cours de l'année 2011 et ont donné lieu à comptes rendus.
- 129 personnes ont participé aux travaux ce qui représente une moyenne de 14 membres par réunion.

### **Pour 2012, les orientations sont les suivantes :**

- Maintien des réunions mensuelles (Accor/janv., EDF/fév., Orange/avr., Sénat/mai...).
- Visite à l'automne du nouveau siège de la DGGN à Issy-les-Moulineaux.
- Production d'un tableau de référence permettant de collecter les informations sur les expatriés et leur famille.

## COMMISSION GESTION DE CRISE

Date	Lieu de réunion	Nb de participants	Sujets abordés
14/01/11	Accor	16	Échanges CDSE /CIC Beauvau
28/02/11	Accor	25	Échanges CDSE /CIC Beauvau
19/04/11	GDF SUEZ	16	Présentation dispositif Gestion de crise GDF SUEZ + Rex. Crises Japon et Côte d'Ivoire
24/05/11	Lafarge	16	Présentation dispositif Gestion de crise Lafarge + Rex. Communication de crise
28/06/11	INHESJ	10	Présentation département gestion de crise INHESJ et relation public-privé + Rex. Crises Libye et Côte d'Ivoire
20/09/11	Soparind-Bongrain	12	Présentation dispositif Gestion de crise Soparind-Bongrain + outil gestion de crise Airbus Industries
13/10/11	Aéroport de Paris	12	Présentation dispositif Gestion de crise ADP + Accor
15/11/11	Air France	10	Présentation dispositif Gestion de crise Air France + PPR
14/12/11	Schneider Electric	12	Présentation dispositif Gestion de crise Schneider Electric

# COMMISSION INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

Sur la base des travaux réalisés en 2010 la commission IE a créé en 2011 deux groupes de travail pour traiter de deux thématiques :

## **1/ Réflexion et définition d'un Cours de formation complet et diplômant pour les managers sûreté (GT1)**

Il est en effet apparu aux membres de la commission IE, qu'il n'existe pas de formation universitaire supérieure comportant dans son parcours complet l'ensemble des enseignements nécessaires aux managers sûreté dans le cadre de leurs missions identifiées dans le livrable 2010 de la commission IE. En effet, bien que des masters spécialisés existent, il leur manque toujours certains items et un aspect pratique pour coller au mieux aux besoins recensés.

## **2/ Convergence et synergie des fonctions stratégiques et sûreté/sécurité (GT2)**

L'objet est ici de montrer comment la sûreté/sécurité contribue à l'apport d'informations stratégiques nécessaires à la protection et au développement des entreprises

Le GT2 a donc proposé de rédiger des fiches pratiques, techniques et comprenant toutes un aspect déontologique sur les sujets IE que les directions sûreté/sécurité/protection/risques ont à traiter au quotidien.

Au cours de cinq réunions plénières de l'année 2011, auxquelles s'ajoutent les 6 réunions de travail en groupe (GT1 et GT2), en moyenne 10 membres de la commission IE, parmi les 30 collaborateurs représentant les 24 entreprises participant à cette commission, ont échangé et débattu sur ces thématiques. Ces rencontres ont permis à la commission IE de rédiger 3 fiches

pratiques et techniques sur les sujets IE que les directions sûreté/sécurité ont à traiter au quotidien (Gérer et analyser un renseignement relatif à une atteinte contre l'entreprise - Maîtriser l'affichage des collaborateurs sur les médias sociaux - Contribuer au profilage) ;

Pour l'année 2012, la commission IE poursuivra ses travaux et s'est fixée comme objectif la rédaction d'autres fiches pratiques (Assurer une veille sur les éléments sociétaux touchant l'entreprise, Mettre en place un dispositif de sensibilisation à la sûreté de l'information dans l'entreprise...) ainsi que la conclusion d'un partenariat permettant la mise en œuvre d'une formation universitaire diplômante reconnue par la profession et qui regrouperait les enseignements indispensables à la fonction d'un manager sûreté junior identifiés lors des travaux 2011.

# COMMISSION PROTECTION DE L'INFORMATION

Réunions	Lieu de réunion	Thèmes abordés	Entreprises présentes
1/12/10	SB Alliance	<ul style="list-style-type: none"> <li>Protection des données personnelles</li> <li>Appréciation de la maturité de la sécurité</li> </ul>	Soparind Bongrain, Altran, Groupe Accor, France Télécom
03/02/11	Groupe Accor	Les réseaux sociaux	Groupe Accor, Altran, DCNS, GDF Suez, La Poste-Enseigne, Nestlé France, Safran, Soparind Bongrain
04/04/11	GDF Suez	La sécurité des smartphones, PDA et tablettes	Groupe Accor, Altran, BNP Paribas, Crédit Agricole, GDF Suez, Gendarmerie, Groupe La Poste, Nestlé France, Safran, Total
30/05/11	Altran	<ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation des résultats du Benchmark sécurité des terminaux communicants</li> <li>Politiques, consignes particulières de protection de l'information,</li> <li>Chiffrement des supports versus réglementation des pays</li> </ul>	
19/09/11	Total	Problématiques de sécurité autour de partage des fichiers et des agendas	Accor, Altran, Crédit Agricole SA, EDF, France Télécom-Orange, GDF Suez, Lafarge, Nestlé, Total
21/11/11	BNP Paribas	La confidentialité des documents dans l'entreprise	Accor, Altran, BNP Paribas, Bull, Crédit Agricole SA, EDF, France Télécom-Orange, GDF Suez, La Poste, Safran, Sanofi
06/02/12	France Télécom - Orange	Secret d'entreprise	Accor, Altran, Areva, Bull, Crédit Agricole SA, EDF, ERDF, France Télécom-Orange, GDF Suez, Gemalto, Lafarge, La Poste, La Poste-Enseigne, PSA, Renault, Safran, Sanofi, Thalès, Total
23/04/12	Sanofi	Secret d'entreprise	Accor, Areva, Bull, Crédit Agricole SA, EDF, France Télécom-Orange, GDF Suez, La Poste-Enseigne, Renault, Sanofi, Soparind Bongrain, Total
11/06/12	Crédit Agricole	Traitement du vol, de la perte de supports numériques de données	





## COMMISSION FRAUDE

Deux grands thèmes ont été à l'ordre du jour de la commission fraude, en 2011 :

- 1/ la poursuite des échanges d'expérience/expertise au sein de la commission,**
- 2/ l'intervention de personnalités externes.**

6 réunions se sont tenues abordant les thèmes suivants :

**En février :** la lutte contre la fraude (définition, mise en place opérationnelle...)

**En mars :** la présentation des outils utilisés chez AXA : outil de whistleblowing (RTI) et des outils de détection fraude interne (ACL)

**En mai :** présentation d'un exemple concret de fraude et synthèse de l'activité de la commission.

**En juin :** intervention d'un responsable de division au sein de la DCRI (Philippe AZIMONT) et présentation du blog du CDSE (Julien MARCEL).

**En octobre :** échanges autour d'un article concernant « l'affaire RENAULT » publié sur le site AISG.

**En novembre :** intervention du responsable de la Brigade des Fraudes aux Moyens de Paiements (Patrick YVARS).

La participation moyenne est d'une dizaine de personnes.

### **Les projets en cours :**

Rédaction d'un document bon réflexe « fraude », « échanges sur les bonnes pratiques et poursuite d'interventions externes diversifiées ».

## COMMISSION PROTECTION DES INSTALLATIONS

Dans le cadre des travaux réalisés par la commission Protection des Installations, des fiches sectorielles, ont été réalisées partiellement. Ces fiches ont pour finalité de présenter les types d'installations visées, le cadre légal et réglementaire applicable, l'objectif par type d'installation, la protection et détection périphérique, la protection périmétrique, la protection intérieure et les ressources mises en œuvre en matière de gardiennage.

Pour l'année 2012, la commission a convenu de se réunir autour d'intervenants qui présenteraient l'organisation de la protection de leur site (hôtel, établissement sensible) et des présentations relatives aux technologies seront réalisées.



## COMMISSION PLAN DE CONTINUITÉ D'ACTIVITÉ

La commission CDSE relative aux Plans de Continuité d'Activité (PCA) regroupe des intervenants issus de secteurs très divers de l'économie. Présidée par le SNELAC (Syndicat National des Espaces de loisirs, d'attractions et culturels), elle compte 14 participants représentant aussi bien le secteur industriel que le secteur des services. L'objectif de cette commission est de partager les bonnes pratiques en trouvant un axe commun et transversal au niveau des PCA. Cette approche plus généraliste permettra ainsi de produire des livrables afin de mutualiser ces bonnes pratiques.

Se réunissant tous les deux mois, les membres de la commission ont décidé de travailler sur différents thèmes :

- **L'animation du réseau et la sensibilisation à la culture PCA**
- **La formation**
- **La cartographie des risques à minima**
- **L'interdépendance des activités et son impact lors d'une crise**
- **La coproduction avec les autorités publiques**
- **Les contraintes Ressources Humaines d'un plan PCA**

Cette démarche va permettre de fournir un outil pertinent de lobbying en interne mais également un outil de communication et de discussion avec les autorités publiques. Une véritable logique propre aux entreprises va ainsi pouvoir se démarquer de celle, très différente, des autorités publiques.

## COMMISSION SÉCURITÉ PRIVÉE

La commission sécurité privée du CDSE s'est réunie trois fois pour aborder les sujets suivants :

- **Les attentes des donneurs d'ordre vis-à-vis du CNAPS**
- **Les modifications à apporter à la loi du 12 juillet 1983**
- **La définition de la fonction de directeur de la sûreté**

Chaque réunion a rassemblé au moins 6 participants.

La commission a produit une note résumant les attentes des donneurs d'ordre vis-à-vis du CNAPS.

La commission a vocation à poursuivre une veille sur la montée en puissance du CNAPS et à accompagner les travaux réglementaires relatifs à la sécurité privée.



# LE JOURNAL DES DSE

## VEILLE/ ALERTE

Les départements sécurité et maîtrise des risques des entreprises doivent bénéficier d'éléments d'anticipation et de veille. Dans ce cadre, le CDSE a noué un certain nombre de partenariats afin de les aider. Voici de façon non-exhaustive, les outils de veille mises à leur disposition.

- Une revue de presse
- Une veille sur les menaces réalisées avec l'appui de la Direction Centrale du Renseignement Intérieur (DCRI), ministère de l'Intérieur.
- Une veille juridique mensuelle réalisée en association avec le CNPP.
- Des alertes pays réalisées avec le concours du ministère des Affaires étrangères.
- Des alertes relatives aux menaces en France avec le concours du ministère de l'Intérieur.



Le journal des DSE a été créé le 1<sup>er</sup> janvier 2008. Il se veut être à la fois un **journal d'informations, de veille, d'analyse et de communication relative à la sécurité d'entreprise.**

39 numéros sont sortis. 36 interviews ont été réalisées dont : Thierry Breton PDG d'ATOS, Peter French, PDG de SSR ou encore Jean-Yves Latournerie, directeur général du Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAPS).

## COORDINATION EN MATIÈRE DE GESTION DE CRISE

### Crise en Tunisie, en Égypte, en Libye, au Bahreïn, au Japon...

Face à ces différentes crises majeures, le CDSE a organisé un certain nombre d'audioconférences entre les membres de l'organisation et entre les membres et les pouvoirs publics afin d'assurer au mieux la sécurité des salariés sur place. Plus d'une dizaine d'audioconférences ont été organisées. Elles ont permis d'avoir une information rapide des mesures mises en œuvre par les différentes entreprises et dans certains cas de mutualiser les moyens.

# INTERNET

Le site **www.cdse.fr** a été refondu en septembre 2009. Le nouveau site vise à mieux répondre aux attentes d'échanges et d'informations des responsables de la sécurité.

Les membres disposent à la fois d'un forum sur lequel ils peuvent échanger, d'une bibliothèque de documents relatifs à la sécurité et à la gestion de crise, d'outils d'aide

aux directeurs de la sécurité, d'une veille juridique et technologique et d'un lieu où il est possible de déposer des offres et des demandes d'emploi.

Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et 31 décembre 2011 :

80 230 Visites  
54 365 Visiteurs uniques  
245 638 Pages vues  
3,06 Pages par visite  
00:02:16 Durée moy. de la visite  
59,53 % Taux de rebond  
67,70 % Nouvelles visites (en %)

ORIGINE

1. France : 69 033
2. États-Unis : 16 291
3. Royaume-Uni : 12 263
4. Belgique : 8 862



# RÉSEAU

Au 1<sup>er</sup> janvier 2008, 34 entreprises faisaient partie du CDSE. En fin d'année 2011, 78 entreprises appartenaient au CDSE. Les nouvelles entreprises adhérentes en 2012 sont Casino, Établissement Français du Sang (EFS), Peugeot, Razel, Réseau Ferré de France (RFF), Sanofi, Veolia Environnement.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2008, plusieurs administrations participaient aux travaux du CDSE : le Centre de Crise du ministère des Affaires étrangères, la DCRI du ministère de l'Intérieur, la direction du renseignement de la Gendarmerie Nationale, la DPSD et les Douanes.

Depuis, de nouvelles organisations sont également membres associés : la délégation interministérielle à l'intelligence économique, la délégation interministérielle à la sécurité privée, le MEDEF, le SGDSN, la direction de la coopération internationale du ministère de l'Intérieur, Interpol, Europol, l'OMS...



# LES FAITS MARQUANTS DU CDSE

## 11 janvier

Réunion d'échanges entre le CDSE et l'AFCDP (Association française des correspondants à la protection des données à caractère personnel).

## 14 janvier

Participation du directeur général et du Vice-président aux travaux de la délégation interministérielle à l'intelligence économique.

## 18 janvier

Vœux du CDSE au Musée de la Chasse et de la Nature. Intervention du Préfet Jean-Louis Blanchou, délégué interministériel à la sécurité privée.

## 21 janvier

Première réunion de l'année de la commission mixte CDSE/Cindex relative à la sécurité internationale.

## 25 janvier

Rencontre entre le bureau du CDSE et le directeur de cabinet du préfet de police de Paris.

## 2 février

Rencontre entre le directeur général du CDSE et le député Carrayon.

## 16 février

Signature de la convention entre l'INHESJ et le CDSE.

## 1<sup>er</sup> mars

Renouvellement de la convention entre le CDSE et le Centre de crise du ministère des Affaires étrangères.

## 2 mars

Participation du CDSE aux travaux de la délégation interministérielle à l'intelligence économique.

## 15 mars

Publication du numéro 4 de la revue Sécurité & Stratégie relative à la fuite d'informations.

## 22 mars

Participation du CDSE aux travaux du GIFAS.

## 24 mars

Lancement de la première session de formation du certificat « Security Manager », formation réalisée par le CDSE et l'INHESJ.

## 29 mars

Organisation d'une table ronde par le CDSE lors du Global security Process (Forum européen des spécialistes de la logistique et du transport).

### **12 mai**

Présentation du CDSE à l'ESCP.

### **17 mai**

Assemblée générale du CDSE au siège du groupe Soparind Bongrain. Nomination du nouveau Président du CDSE, Alain Juillet, en remplacement de François Roussely.

### **26 mai**

Rencontre entre le CDSE et la direction général des Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan (ESCC).

### **28 juin**

Séminaire d'échanges entre le CDSE et la préfecture de police de Paris en présence du préfet de police.

### **5 juillet**

Remise des diplômes de la première promotion du cycle de formation « Security Manager ».

### **31 août**

Participation du CDSE à la commission « Scoring » mise en place par la délégation interministérielle de l'intelligence économique.

### **8 septembre**

Participation du CDSE au colloque organisé par la Direction de la coopération internationale du ministère de l'Intérieur.

### **21 septembre**

Participation du CDSE au salon APS.

### **22 septembre**

Conférence de sensibilisation de la DCRI au CDSE.

### **3 octobre**

Réunion d'échanges entre le directeur général du CDSE et le directeur général de la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS).

### **11/12 octobre**

Séminaire annuel du CDSE au château des Maffliers.

### **18.19.20 octobre**

Participation du CDSE au Milipol.

### **1<sup>er</sup> décembre**

Colloque annuel du CDSE à l'OCDE.

### **5 décembre**

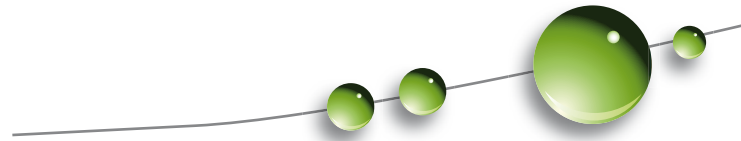
Participation du CDSE aux travaux du Cereq relatif à l'évolution des métiers de la sécurité privée.

### **6 décembre**

1<sup>re</sup> réunion du CNAPS entre les donneurs d'ordre et les représentants de l'organisation.

### **16 décembre**

Matinée relative à la protection de l'information au siège de SANOFI.



# ADHÉRER

## AU CDSE

### EN 2012 C'EST...

- Participer dans le cadre de commissions et d'ateliers (Commission Internationale, Gestion de Crise, Sécurité des Systèmes d'information) à l'évolution du métier de directeur sécurité/sûreté.
- Participer à des séminaires fermés sur des thèmes proches des préoccupations de la profession (fraude interne, management de la sécurité, gestion de crise, identification des menaces, problèmes de sécurité dans les « pays à risques », évolution du métier...).
- Appartenir à un réseau de professionnels de la sécurité/sûreté.
- Avoir à sa disposition un outil de veille régulièrement mis à jour (veille juridique, veille en terme d'identification des menaces, risque pays, intelligence économique).
- Participer au premier colloque international des directeurs sécurité relatif à la sécurité numérique.
- Renforcer les synergies entre les pouvoirs publics et les le CDSE en matière de sécurité/sûreté.
- Permettre le développement de partenariats avec des organismes de formation, écoles et universités dans le domaine de la sécurité d'entreprise et de la gestion des risques et envisager la possibilité de formations de courte durée réalisées par le CDSE.
- Former et sensibiliser aux questions relatives à la sécurité d'entreprise.







1 rue de Stockholm 75008 Paris  
tél. 01 44 70 70 85  
fax 01 44 70 72 13  
contact@cdse.fr

[www.cdse.fr](http://www.cdse.fr)